



Verfassungsgerichtshof

ÜBERSETZUNG
Entscheid Nr. 93/2023
vom 15. Juni 2023
Geschäftsverzeichnismr. 7803
AUSZUG

In Sachen: Vorabentscheidungsfrage in Bezug auf Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 573 des Gerichtsgesetzbuches, gestellt vom niederländischsprachigen Gericht erster Instanz Brüssel.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten L. Lavrysen und P. Nihoul, und den Richtern T. Giet, M. Pâques, T. Detienne, D. Pieters en S. de Bethune, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Präsidenten L. Lavrysen,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Vorabentscheidungsfrage und Verfahren

In seinem Urteil vom 6. Mai 2022, dessen Ausfertigung am 17. Mai 2022 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat das niederländischsprachige Gericht erster Instanz Brüssel folgende Vorabentscheidungsfrage gestellt:

« Verstößt Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 573 des Gerichtsgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem er die Miteigentümergeinschaften auf die gleiche Weise behandelt wie die anderen juristischen Personen, wodurch ein Behandlungsunterschied entsteht zwischen den Rechtssubjekten, die für die Verwaltung und Erhaltung eines Gebäudes sorgen, je nachdem, ob sie eine natürliche Person – die diese Aufgaben nicht gewerbsmäßig wahrnimmt – oder aber eine Miteigentümergeinschaft sind? ».

(...)

III. *Rechtliche Würdigung*

(...)

B.1. Die Vorabentscheidungsfrage bezieht sich auf Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 573 des Gerichtsgesetzbuches.

B.2.1. Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches bestimmt:

« Vorbehaltlich anders lautender Bestimmung gelten für die Anwendung des vorliegenden Gesetzbuches folgende Begriffsbestimmungen:

1. Unternehmen: jede der folgenden Organisationen:

(a) natürliche Personen, die eine berufliche Tätigkeit als Selbständige ausüben,

(b) juristische Personen,

(c) andere Organisationen ohne Rechtspersönlichkeit.

Sofern in den folgenden Büchern oder in anderen gesetzlichen Bestimmungen, die eine solche Anwendung vorsehen, nichts anderes festgelegt ist, sind ungeachtet des Vorhergehenden keine Unternehmen:

(a) Organisationen ohne Rechtspersönlichkeit, die kein Verteilungsziel verfolgen und tatsächlich keine Verteilung an ihre Mitglieder oder an Personen, die entscheidenden Einfluss auf die Organisationspolitik ausüben, vornehmen,

(b) juristische Personen des öffentlichen Rechts, die keine Waren oder Dienstleistungen auf einem Markt anbieten,

(c) der Föderalstaat, die Regionen, die Gemeinschaften, die Provinzen, die Hilfeleistungszonen, die vorläufigen Zonen, die Brüsseler Agglomeration, die Gemeinden, die Mehrgemeindezonen, die intrakommunalen territorialen Organe, die Französische Gemeinschaftskommission, die Flämische Gemeinschaftskommission, die Gemeinsame Gemeinschaftskommission und die öffentlichen Sozialhilfezentren ».

B.2.2. Der Begriff « Unternehmen » im Sinne der Definition in Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches wurde reformiert aufgrund des Gesetzes vom 15. April 2018 « zur Reform des Unternehmensrechts » (nächstehend: Gesetz vom 15. April 2018).

Durch diese neue Reform wollte der Gesetzgeber den Unternehmensbegriff erweitern (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-2828/001, S. 6), indem er « auf eine kohärente

Weise definiert wird und die Probleme beendet werden, die mit dem bestehenden Unternehmensbegriff zusammenhängen. Dazu werden bei der neuen allgemeinen Definition formelle Kriterien verwendet statt der gegenwärtigen materiellen Kriterien (nämlich die Ausübung einer wirtschaftlichen Tätigkeit) » (ebenda, S. 3), mit der Folge, dass es sowohl wirtschaftliche als auch nicht wirtschaftliche Unternehmen gibt (ebenda, S. 6).

Die Konkretisierung des Unternehmensbegriffs wird in den Vorarbeiten wie folgt erläutert:

« La nouvelle définition générale d'entreprise englobe tout d'abord toute personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre indépendant.

Le choix des concepts 'à titre indépendant' et 'activité professionnelle' [a] pour effet de mettre fin à des discussions antérieures concernant 'une activité économique durable'. En effet, le concept d' 'indépendant' est l'opposé de celui de 'sous les liens d'un contrat de travail' (la différence entre un indépendant et un travailleur), alors que celui de 'durabilité' est inhérent à une 'activité professionnelle'. À titre d'exemple, on peut penser à des personnes physiques qui travaillent en tant que commerçant, artisan, personne exerçant une profession libérale ou administrateur de sociétés. Les activités durables dans le cadre de l'économie collaborative sont également comprises dans la définition pour autant qu'elles constituent une activité professionnelle. Dans la mesure où une activité d'économie collaborative comprend un réseau qui réunit l'offre et de la demande afin d'ouvrir la valeur des biens et services sous-utilisés et que ceci n'est pas fait pour accumuler un revenu, il ne sera plus question d'une activité professionnelle, et donc pas non plus d'une entreprise.

[...]

Par ailleurs, il est important de souligner que toute activité d'une personne physique ne doit pas tomber sous la notion d'entreprise. Ainsi, une activité qui s'inscrit purement dans le cadre de la gestion normale du patrimoine personnel d'une personne physique peut ne pas tomber sous la notion d'entreprise. En ce sens, la simple souscription, acquisition ou détention d'actions, titres ou parts dans une société dotée de la personnalité juridique par une personne physique est présumée s'inscrire dans le cadre de la gestion normale de son patrimoine personnel.

La nouvelle définition d'entreprise inclut ensuite toute personne morale, à l'exception des personnes morales de droit public qui ne mettent pas des marchandises ou services sur le marché.

Ainsi, en ce qui concerne les personnes morales de droit privé, l'activité statutaire ou de fait n'est pas pertinente pour la qualification en tant qu'entreprise.

Le fait que les sociétés dotées de la personnalité juridique (p. ex. SA, SPRL, SNC) soient en règle générale des entreprises ne nécessite pas d'explications supplémentaires. Cela ne constitue pas un changement par rapport au droit existant.

Ce qui est nouveau, en revanche, c'est que d'autres personnes morales de droit privé, comme les associations et les fondations, doivent également être qualifiées d'entreprises, même si elles ne poursuivent pas de but économique. C'est justifié car ces organisations, quelles que soient leurs activités, constituent, de par leur forme dotée de la personnalité juridique, une structure qui a parfois des conséquences extrêmes pour des tiers (p. ex. patrimoine séparé, non-responsabilité de membres ou immobilisation du capital). La forme et les conséquences à l'égard des tiers justifient l'application de dispositions telles que le droit de l'insolvabilité ou la publicité. Ces dispositions supposent et induisent une certaine forme de professionnalisation et visent à informer et à protéger les tiers (comme les créanciers, les travailleurs ou le public).

En ce qui concerne les personnes morales de droit public, le principe est qu'elles ne sont pas qualifiées d'entreprises. Ceci est justifié par les garanties qu'offre le droit public relativement à ces personnes morales. De plus, l'application de dispositions qui relèvent du droit de l'insolvabilité affecterait démesurément le fonctionnement de l'autorité.

Il est dérogé à ce principe pour les personnes morales de droit public qui mettent des marchandises ou services sur le marché. Dès lors qu'elles participent à la vie économique et qu'elles entrent en concurrence avec les acteurs de droit privé, il est raisonnable qu'elles soient soumises par principe aux mêmes règles que les entreprises de droit privé.

Cette exception pour les personnes morales de droit public qui mettent des marchandises ou des services sur le marché doit être lue conjointement avec le dernier alinéa de l'alinéa 2 de la définition selon lequel l'État fédéral, les régions, les communautés, les provinces, les zones et les prézones de secours, l'Agglomération bruxelloise, les communes, les zones pluricommunales, les organes territoriaux intracommunales, la Commission communautaire française, la Commission communautaire flamande, la Commission communautaire commune et les centres publics d'aide sociale ne sont pas qualifiés d'entreprises.

Cette règle est dictée par l'idée que ces personnes morales sont gérées par les règles du droit public, de sorte qu'il est justifié de les traiter conformément à l'article 5 du Code pénal.

La nouvelle définition d'entreprise comprend enfin toute autre organisation sans personnalité juridique. Pensons d'abord à la société de droit commun ou à d'autres sociétés sans personnalité juridique [...]. Le caractère 'lucratif' de ces formes justifie l'imposition, au travers de l'application de règles du droit des entreprises, d'une professionnalisation protégeant les tiers.

[...]

Tout comme dans le droit existant et l'article 5 du Code pénal, la définition de l'entreprise n'englobe pas les associations sans personnalité juridique (les 'associations de fait'). Ces organisations ne disposent pas de la personnalité juridique et ne se caractérisent pas par la présence de distributions ou d'un but de distribution, éléments déterminants pour soumettre une organisation à la définition générale d'entreprise.

[...]

La caractéristique principale qui distingue une association sans personnalité juridique d'une société simple réside dans le fait qu'elle ne peut pas distribuer le bénéfice éventuel. Une

association peut donc rechercher le profit en vue de réaliser son objet et de survivre sans subsides ou injections financières de ses membres.

Une association sans personnalité juridique qui distribue son bénéfice sera considérée comme une entreprise » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-2828/001, SS. 10-13).

B.2.3. Artikel 573 des Gerichtsgesetzbuches bestimmt:

« Das Unternehmensgericht erkennt in erster Instanz über Streitfälle zwischen Unternehmen, wie in Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches erwähnt, die nicht in die besondere Zuständigkeit anderer Rechtsprechungsorgane fallen und sich, was natürliche Personen betrifft, auf Handlungen beziehen, die offensichtlich nicht unternehmensfremd sind.]

Die Klage gegen ein Unternehmen kann unter den in Absatz 1 erwähnten Bedingungen ebenfalls vor das Unternehmensgericht gebracht werden, selbst wenn der Kläger kein Unternehmen ist. Jede diesbezüglich vor Entstehung des Rechtsstreits festgelegte Gerichtsstandsklausel ist nichtig ».

B.2.4. Im Anschluss an die in B.2.2 erwähnte Reform wollte der Gesetzgeber die neue Systematik des Wirtschaftsgesetzbuches auf das Gerichtsgesetzbuch ausweiten, um die Zuständigkeit des Unternehmensgerichts festzulegen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-2828/001, S. 47).

B.3.1. Vor dem vorliegenden Rechtsprechungsorgan wurde von einer Miteigentümerversammlung eine Klage in Bezug auf eine Streitigkeit über die zehnjährige Haftung eines Unternehmers und eines Architekten, die die Rechtsform einer Gesellschaft haben, für den entstandenen Wasserschaden an den gemeinschaftlichen Teilen eines Apartmentgebäudes erhoben.

B.3.2. Eine Miteigentümerversammlung verfügt nach Artikel 3.86 § 1 des Zivilgesetzbuches grundsätzlich über Rechtspersönlichkeit, die von Dritten der Vereinigung gegenüber immer geltend gemacht werden kann (Artikel 3.86 § 2 desselben Gesetzbuches). Die in B.3.1 erwähnte Klage bezieht sich folglich auf eine Streitigkeit zwischen juristischen Personen. Nach Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches sind juristische Personen grundsätzlich Unternehmen, sodass es bei der in B.3.1 erwähnten Streitigkeit auch um eine Streitigkeit zwischen « Unternehmen » geht.

B.3.3. Artikel 568 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches weist dem Gericht Erster Instanz die allgemeine Restzuständigkeit zu, über alle Klagen außer über diejenigen zu erkennen, die direkt vor den Appellationshof und den Kassationshof kommen oder die anderen Rechtsprechungsorganen zugewiesen sind. Das Unternehmensgericht ist demgegenüber nach Artikel 573 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches dafür zuständig, über Streitfälle zwischen Unternehmen, wie in Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches erwähnt, zu erkennen, insofern diese Streitfälle nicht in die besondere Zuständigkeit anderer Rechtsprechungsorgane fallen.

B.3.4. Vor dem vorliegenden Rechtsprechungsorgan wird jedoch über die sachliche Zuständigkeit des Gerichts Erster Instanz, gemäß Artikel 568 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches über die in B.3.1 erwähnte Klage zu erkennen, beziehungsweise über die sachliche Zuständigkeit des Unternehmensgerichts, gemäß Artikel 573 Absatz 1 desselben Gesetzbuches über diese Klage zu erkennen, gestritten. Dieser Streit wird vom vorliegenden Rechtsprechungsorgan auf die Konkretisierung des Begriffs « Unternehmen » zugespitzt, der der Anknüpfungspunkt für die Zuweisung von Streitfällen an das Unternehmensgericht und daher die Grundlage dafür sei, dass diese Streitfälle dem Gericht Erster Instanz entzogen würden.

Es stellt fest, dass auf Grundlage der Definition des Begriffs « Unternehmen » im Sinne von Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches die Miteigentümerversammlung sowie andere juristische Personen als « Unternehmen » einzustufen seien. Ihm stellt sich die Frage, ob Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches die Miteigentümerversammlung womöglich ohne sachliche Rechtfertigung mit anderen juristischen Personen gleichbehandle, indem diese Vereinigung als juristische Person nicht aus dem Begriff « Unternehmen » herausgenommen werde. Das sei mit einem zusätzlichen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied verbunden, weil Streitfälle mit Unternehmen in die Zuständigkeit unterschiedlicher Rechtsprechungsorgane fielen, je nach der Art der Person, die die Klage gegen ein « Unternehmen » erhebt.

B.4. Das vorliegende Rechtsprechungsorgan möchte mit seiner Vorabentscheidungsfrage folglich im Wesentlichen wissen, ob Artikel 573 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches in Verbindung mit Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar sei, insofern er die Zuständigkeit, über Streitfälle zwischen einer

Miteigentümergeinschaft und Unternehmen im Sinne der vorerwähnten Bestimmung des Wirtschaftsgesetzbuches zu erkennen, dem Unternehmensgericht zuweise (Artikel 573 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches), während identische Streitfälle zwischen einer natürlichen Person, die nicht unter den Unternehmensbegriff falle, und denselben Unternehmen in die Restzuständigkeit des Gerichts Erster Instanz fielen (Artikel 568 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches).

B.5.1. Nach Ansicht des Ministerrats ist die Vorabentscheidungsfrage jedoch unzulässig, weil sie für die Lösung der Streitigkeit nicht sachdienlich sei.

B.5.2. In der Regel obliegt es dem vorlegenden Rechtsprechungsorgan zu beurteilen, ob die Antwort auf die Vorabentscheidungsfrage zur Lösung des Streitfalls sachdienlich ist. Nur wenn dies eindeutig nicht der Fall ist, kann der Gerichtshof beschließen, dass die Frage keiner Antwort bedarf.

B.5.3. Dem vorlegenden Rechtsprechungsorgan zufolge stellt sich angesichts der Ausführungen in B.3 in der vorliegenden Ausgangsstreitigkeit die Frage, ob, insofern das Gericht Erster Instanz nicht zuständig sei, gemäß Artikel 568 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches über Streitfälle zwischen einerseits einer Miteigentümergeinschaft und andererseits Unternehmen zu erkennen, eine Diskriminierung vorliege. Da die Beantwortung der Vorabentscheidungsfrage somit für die Zuständigkeit des vorlegenden Rechtsprechungsorgans entscheidend ist, über den bei ihm anhängigen Streitfall zu erkennen, ist eine Beantwortung für die Lösung des Streitfalls sachdienlich.

Die Einrede wird abgewiesen.

B.6. Der Behandlungsunterschied zwischen gewissen Kategorien von Personen, der sich aus der Anwendung unterschiedlicher Verfahrensregeln unter unterschiedlichen Umständen ergibt, ist an sich nicht diskriminierend. Es könnte nur eine Diskriminierung vorliegen, wenn der Behandlungsunterschied, der sich aus der Anwendung dieser Verfahrensregeln ergibt, zu einer unverhältnismäßigen Einschränkung der Rechte der betroffenen Personen führen würde.

B.7. Das Recht auf Zugang zu einem Richter beinhaltet nicht dasjenige auf Zugang zu einem Richter seiner Wahl.

Es gehört zur Ermessensbefugnis des Gesetzgebers zu entscheiden, welcher Richter am besten geeignet ist, über eine bestimmte Art von Streitsachen zu befinden.

B.8. Die Reform des Begriffs « Unternehmen » durch das Gesetz vom 15. April 2018 beinhaltet, dass die Ausübung einer wirtschaftlichen Tätigkeit nicht mehr das Kriterium darstellt, das es ermöglicht, den Unternehmensbegriff zu definieren, und dass fortan wirtschaftlich und nicht wirtschaftliche Unternehmen existieren.

Angesichts der in B.2.2 erwähnten Zielsetzung ist die Wahl des Gesetzgebers, die darin besteht, dass alle juristische Personen, ausgenommen Ausnahmefälle, also einschließlich der Miteigentümerversammlungen, fortan unter den Begriff « Unternehmen » fallen, nicht sachlich ungerechtfertigt.

In diesem Kontext durfte der Gesetzgeber vernünftigerweise den Standpunkt einnehmen, dass die Miteigentümerversammlungen mehr den anderen juristischen Personen, unabhängig davon, ob diese eine wirtschaftliche Tätigkeit ausüben, sowie den natürlichen Personen, die selbständig eine Berufstätigkeit ausüben, als den natürlichen Personen ähneln, die für die Verwaltung und Instandhaltung eines Gebäudes nicht berufsmäßig verantwortlich sind.

Die Zuständigkeit des Unternehmensgerichts, über die Streitfälle zwischen einer Miteigentümerversammlung und einem anderen Unternehmen zu erkennen, ergibt sich aus dem Umstand, dass der Begriff « Unternehmen » den Anknüpfungspunkt für die Zuständigkeit des Unternehmensgerichts darstellt.

Die Zuweisung der Zuständigkeit durch den Gesetzgeber, über Streitfälle gegen eine Unternehmen zu erkennen, an unterschiedliche Rechtsprechungsorgane in Abhängigkeit von der Art der Person, die die Klage erhebt, beeinträchtigt an sich die Rechte der betreffenden Personen nicht auf unverhältnismäßige Weise. Diese können ihre Rechte auf gleiche Weise vor dem Unternehmensgericht oder dem Gericht Erster Instanz ausüben. Insbesondere kann nicht festgestellt werden, dass die Beweisregelung infolge der Einstufung einer Miteigentümerversammlung als « Unternehmen » und der prozessuale Kontext vor dem Unternehmensgericht die betreffenden Personen benachteiligen.

B.9. Den vorstehenden Ausführungen lässt sich entnehmen, dass die Zuweisung der Streitfelle zwischen einer Miteigentümerversammlung und anderen Unternehmen im Sinne von Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches an das Unternehmensgericht sachlich gerechtfertigt ist und das Recht von Rechtsuchenden auf Zugang zu einem zuständigen Richter nicht beeinträchtigt.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erkennt für Recht:

Artikel 573 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches in Verbindung mit Artikel I.1 Nr. 1 des Wirtschaftsgesetzbuches verstößt nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Erlassen in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 15. Juni 2023.

Der Kanzler,

Der Präsident,

(gez.) F. Meersschant

(gez.) L. Lavrysen